



AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET FORMATION CONTINUE

Résultat de l'enquête par questionnaires

RMT DévAB – Chantier Formation

Juin 2012



SOMMAIRE

Partie 1 : Présentation de la démarche et données préalables à l'analyse.....	2
1. Contextualisation de l'enquête.....	3
1.1. Cadre.....	3
1.2. Objectifs généraux de l'enquête par questionnaires	4
1.3. Public cible de l'enquête.....	7
2. Profil des répondants	10
2.1. Caractéristiques de la population	10
2.2. Situation professionnelle.....	11
3. Rapport à l'agriculture biologique des répondants	13
3.1. Parcours de formation et agriculture biologique.....	13
3.2. Agriculture biologique et activité professionnelle	13
Partie 2 : De l'intérêt manifeste pour l'AB à la recherche de formation	
1. Préalable : Le rapports des acteurs à l'agriculture biologique et logique de développement des connaissances.	17
1.1. Intérêt des répondants pour l'agriculture biologique.....	17
1.2. Une plus grande présence de l'AB au sein de l'activité professionnelle.....	17
2. La recherche de l'offre de formation	19
2.1. Des pratiques informationnelles.....	19
2.2. La recherche de formations en AB : une recherche effective, une satisfaction mitigée.....	20
3. Evaluer l'accessibilité à l'offre de formation	22
3.1. L'accessibilité selon les répondants à l'enquête	22
3.2. Mieux connaître les pratiques et les ressentis des différents publics ?.....	23
Partie 3 : Analyse des besoins	
1. Connaissances et compétences en AB : des acquis aux besoins recensés.....	28
1.1. Autoévaluation des répondants.....	28
1.2. Définition des connaissances nécessaires à l'exercice professionnel	29
1.3. La formation pour développer ses compétences	31
2. Prise en compte des logiques individuelles d'entrée en formation	34
2.1. La participation à la formation continue : motivations et freins.....	34
2.2. La formation continue : position des professionnels et des structures dont ils dépendent	36
2.3. Quelles formations ?	39
3. Intérêt et Avantage de la Formation non formelle	42



3.1.	Au-delà des limites de la formation formelle.....	42
3.2.	Espaces professionnels : peut-on parler de formation ?.....	45
4.	Souhaits et demandes pour la formation continue en Agriculture Biologique ..	50
Partie 4 : Proposition d'Actions		
1.	Les grands éléments à retirer de l'enquête.....	54
1.1.	Une variété de profils mais une problématique commune autour de l'AB.....	54
1.2.	Répondre aux nouvelles demandes autour de l'AB : l'orientation dans l'offre de formation.....	55
1.3.	Entre niveau estimé et niveau souhaité : les choix des acteurs pour développer leurs compétences.....	56
2.	Propositions d'actions.....	57
2.1.	Améliorer l'accessibilité à l'offre de formation	57
2.2.	Répondre aux nouvelles demandes des acteurs.....	58
3.	Poursuite du projet formation	60

Bibliographie

Annexes



Ce document présente les résultats de l'enquête par questionnaire réalisée au printemps 2012 et se structure autour de 4 parties.

Une première partie s'attache à contextualiser l'enquête par questionnaire et à repreciser les objectifs de celle-ci.

Les parties deux et trois présentent les données de l'enquête. La seconde partie met en avant les intérêts manifestés d'une part pour l'agriculture biologique et d'autre part pour la formation continue, par les répondants. Elle met également à plat leur possibilité d'accès à la formation. La troisième partie fait état des besoins recensés et permet la compréhension des logiques d'entrée en formation des acteurs (quels choix de formation, quels critères d'entrée, quelles facteurs motivationnels).

Enfin, une quatrième partie reprend les grands résultats de l'enquête et met ces résultats en perspective afin de proposer des actions qui permettront de mettre à profit ces résultats dans le cadre du développement de la formation continue des acteurs en agriculture biologique.



PARTIE 1 :
PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE ET
DONNÉES PRÉALABLES À L'ANALYSE



1. CONTEXTUALISATION DE L'ENQUÊTE

1.1. Cadre

1.1.1. Le RMT DévAB

Le RMT DévAB (Réseau Mixte technologique pour le développement de l'agriculture biologique) se décline en 4 axes parmi lesquels l'axe 4 « Intégration et diffusion des connaissances, notamment vers l'agriculture conventionnelle ». Le travail autour de cet axe a pour objectif de « valoriser des connaissances techniques pour le conseil agricole, d'améliorer l'efficacité des actions de transfert de connaissances vers et depuis l'agriculture conventionnelle, de contribuer à la formation en AB, de coopérer et s'ouvrir à l'international.

Le programme 2011-2012 du RMT DévAB est axé sur la valorisation et l'intégration des connaissances et des compétences du réseau (en relation avec l'axe 4). Les actions menées s'organisent au sein de trois chantiers parmi lesquels le chantier 2 : Programmes et supports de Formation pour l'enseignement et le développement agricole.

1.1.2. Le Chantier formation

Cette enquête s'insère dans le cadre du Chantier 2 "Formation" du RMT DévAB. L'initiative du travail de ce chantier repose sur le constat suivant :

« L'offre de formation continue des agents de développement, des enseignants, des ingénieurs et techniciens est de plus en plus diverse (stages, séminaires, dispositifs plus ouverts). Ce chantier se propose de faciliter l'accès à la formation en AB pour ces personnes, qui tiennent compte des disponibilités, des besoins et des niveaux de connaissance très différents entre tous ».

Le souci de professionnalisation des acteurs amène à revisiter l'offre de formation afin d'en faciliter l'accès et l'usage mais également d'en repérer les forces et les manques. L'objectif à long terme est de pouvoir proposer aux personnes désireuses de se former un paysage de formations existantes suffisamment complet pour tenir compte de leurs besoins en compétences, connaissances, de leurs disponibilités et de leurs souhaits.

Pour y parvenir, plusieurs étapes ont été mises en œuvre :

- La définition du public et de l'offre de formation
- La définition des compétences visées par la formation (notamment à partir du référentiel d'activités et du référentiel de formation Technicien-conseil en AB)
- L'enquête et l'analyse des besoins en formation avec, d'une part, la création d'un groupe de travail et d'autre part, la réalisation d'entretiens et d'enquêtes par questionnaires.



Ce document s'attachera à présenter les résultats de l'enquête par questionnaires réalisée en avril et mai 2012.

1.2. Objectifs généraux de l'enquête par questionnaires

1.2.1. Redéfinir l'existant en matière de formation

- **Donner plus de visibilité à l'OF**

Le travail global d'enquête a pour idée de proposer une offre de formation claire et lisible pour l'ensemble des personnes travaillant en relation avec l'agriculture biologique, qu'elles soient sensibilisées ou non à l'AB.

Pour cela, le repérage de l'offre de formations existantes est une des premières étapes à réaliser puisqu'elle permet à la fois d'obtenir un paysage plus lisible des propositions de formation et elle nous permet d'envisager le delta entre l'existant et les besoins énoncés par les acteurs.

Re-penser les voies de diffusion de l'offre de formation constitue l'un des objectifs de cette enquête. Et les repenser en fonction des stratégies de formation et d'information des acteurs semble préférable si l'on souhaite que les activités liées au développement des compétences de ces derniers soient connues du plus grand nombre.

- **Rendre plus compréhensible l'organisation de la formation continue en France**

D'une façon générale et au-delà des formations AB, le système entier de la formation continue en France s'avère complexe. La compréhension de la gestion financière, les contraintes d'accès, la compréhension des modalités de formation comme des contenus, sont des facteurs dissuasifs de l'entrée voire de l'accès à la formation.

Dé-complexifier le système en éclaircissant certains points serait une idée judicieuse : clarification des rôles de chacun des acteurs, explicitation des démarches à suivre notamment sur les questions liées au financement, voilà autant d'éléments qui permettraient d'éclaircir le champ de la formation et d'en faciliter l'accès.

Au niveau de cette enquête, il semble possible de comprendre comment les acteurs s'orientent dans le système, quels sont les problèmes et les freins qu'ils rencontrent lorsqu'ils souhaitent entreprendre une formation. Ainsi, certaines étapes d'amélioration du système de formation seront probablement mieux définissables et surtout s'adapteront mieux aux logiques de fonctionnement des acteurs interrogés.

1.2.2. Répondre aux besoins grandissants des acteurs en connaissances AB

Les besoins des professionnels de l'agriculture entrent en correspondance avec une hausse générale de l'intérêt pour l'agriculture biologique ainsi que la hausse d'importance dans les organisations professionnelles agricoles ou d'enseignement agricole.



- **Un paysage favorable au développement de l'AB**

L'accroissement de l'intérêt porté à l'agriculture biologique est soutenu, politiquement et culturellement, à différents niveaux.

Au niveau mondial, l'*International Federation of Organic Agriculture Movements* (IFOAM) comme l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) mettent l'AB sous le feu des projecteurs et ce, depuis plusieurs années.

L'Europe a, elle, élaboré une réglementation, des programmes et des plans d'actions. Elle reconnaît le « double rôle sociétal »¹ de l'AB en admettant que ce mode de production a créé un marché répondant à une demande spécifique des consommateurs, et qu'il procure « des biens à la collectivité » en citant notamment ses impacts sur « l'environnement », « la santé publique », « le développement social et rural », « le bien-être des animaux »² (ib.). Via le site « *Global Farming, good for nature, good for you* »³, l'Union européenne monte une campagne de communication pour l'AB et lui offre ainsi une grande visibilité.

Au niveau national, plusieurs éléments sont significatifs. En premier lieu, on peut citer le Grenelle de l'Environnement de 2007, qui a abouti sur 268 engagements en faveur de l'environnement et cinq grands textes législatifs⁴. L'AB était l'un des thèmes abordés : « Développer une agriculture, qui par ses modes de production [...] et ses modes de commercialisation est respectueuse de l'environnement »⁵. De manière générale, la politique nationale est en accord avec celle de l'UE. Le plan de développement de l'agriculture biologique « *AB Horizon 2012* » (lancé par Michel Barnier en septembre 2007) porte de nouveaux objectifs ambitieux pour le secteur. Cette dynamique politique s'accompagne d'investissements supplémentaires pour la filière et les agriculteurs.

Au niveau individuel, les tendances sont les mêmes : encouragés par les politiques publiques et la communication autour du « Bio », les consommateurs sont amenés à (re)considérer la thématique de l'agriculture biologique et à s'intéresser sur son sens, ses effets, ses atouts. Pour répondre aux attentes des consommateurs, les professionnels agissant dans le champ de l'agriculture peuvent être amenés à orienter leur pratique. Les exploitants agricoles ont, dans cette logique, besoin du conseil et de l'orientation de personnes compétentes afin d'envisager s'ils le souhaitent une évolution de leur mode de production.

- **Vers toujours plus de conversions**

Les exploitants agricoles sont orientés et soutenus dans leur démarche AB par certains dispositifs dont : les mesures Conversion à l'Agriculture Biologique (CAB) et Maintien de l'Agriculture Biologique (MAB). Les conversions sont donc globalement encouragées.

¹ http://europa.eu/legislation_summaries/agriculture/food/160038_fr.htm

² Ibid.

³ www.organic-farming.europa.eu

⁴ Consulter le site du Grenelle www.legrenelle-environnement.fr/-Lois-.html

⁵ Ibid.



A titre d'exemple, en région Centre, l'accompagnement de l'Agriculture Biologique se traduit par un « soutien à l'animation régionale Bio-Centre, une assistance aux nouveaux porteurs de projets de filières organisées, un appui à la promotion de l'agriculture biologique, notamment sur les lieux de commercialisation, un appui aux projets d'introduction de produits biologiques dans la restauration hors domicile (cantines scolaires, restaurants d'entreprises, etc.), une aide à la certification en agriculture biologique »⁶.

- ***La prise en compte généralisée de l'AB dans les parcours de formation de l'enseignement agricole***

L'agriculture biologique est prise en compte dans tous les cursus de formation de l'enseignement agricole depuis septembre 2008. La note de service du 6 septembre 2011 rappelle cette orientation conforme au plan « Agriculture biologique : Horizon 2012 ».

« Depuis septembre 2008, l'approche du mode de production « Agriculture Biologique » a été conforté dans tous les référentiels de formation rénovés. Il est obligatoirement abordé dans toutes les formations de l'Enseignement Agricole et peut donner lieu à une orientation « AB » pour les formations et les secteurs tels que définis dans la note de service en liaison avec le réseau FORMABIO. »⁷

1.2.3. Professionnaliser les acteurs dans une perspective d'adaptation au poste

- **Pour les enseignants et les formateurs**

Les enseignants et les formateurs sont donc aujourd'hui sollicités pour insérer l'agriculture biologique dans les parcours de formation. Pour suivre cette orientation ministérielle, les « maîtres de la transmission » sont vraisemblablement amenés à se former, en particulier s'ils n'ont aucune connaissance en agriculture biologique.

- **Pour les conseillers et les techniciens**

Pour les conseillers et techniciens, le développement de l'agriculture biologique et l'élévation du nombre d'exploitations converties en bio, ou intéressées par cette conversion, sont synonymes d'un élargissement du champ d'intervention. Cet élargissement s'accompagne d'un nécessaire accès à de nouvelles connaissances : celles spécifiques à l'agriculture biologique, qui garantira le maintien de la compétence professionnelle.

C'est donc dans une logique de développement de ses compétences que le conseiller s'investit en formation. Cette enquête a également pour objectif de définir leurs besoins en connaissances spécifiques (c'est-à-dire directement liées à leur pratique) et en

⁶

⁷ Note de service DGER//SDPOFE/N2011-2104 du 6 septembre 2004 consultable notamment à partir du lien suivant : http://www.chlorofil.fr/fileadmin/user_upload/diplomes/ref/capa/ARC/capa-arc-NS2011-2104.pdf



connaissances plus transversales (sur l'AB plus généralement, dans une logique d'approche systémique).

1.2.4. L'enquête par questionnaire : pour quels résultats ?

La question qui se pose alors est la suivante : quels sont les besoins en formation qui peuvent-être identifiés ? L'offre en formation correspondante existe-t-elle ? Est-elle adaptée à tous les types de publics : des néophytes aux experts de l'AB ?

Il s'agit alors d'observer les formations existantes (structures, savoirs proposés, méthodes utilisées...) et de pouvoir identifier les types de formation à privilégier selon les types de publics.

La formation doit pouvoir proposer une réponse en termes d'apport de connaissances à chacun des publics, en fonction de son niveau de connaissances, de ses besoins, de ses motivations, de ses intérêts (thématiques) et proposer des gammes adaptées de formation en tenant particulièrement compte des disponibilités des acteurs.

Reste à voir, par cette enquête, si les contenus proposés dans l'offre existante correspondent ou non aux besoins identifiés.

Cette enquête par questionnaires doit permettre de répondre aux objectifs généraux du chantier formation. Elle avait donc pour objet de mieux identifier et comprendre les rapports à la formation continue des acteurs travaillant en relation avec l'agriculture biologique. En effet, la formation continue en AB tend à se développer et pour accompagner cela, une meilleure compréhension des attentes et des besoins en formation est nécessaire. C'est l'objet de cette enquête.

- Comprendre les logiques d'accès à la formation des publics ;
- Evaluer la visibilité et la lisibilité de l'offre de formation pour en améliorer l'accès ;
- Comprendre les besoins en formation des différents publics ;
- Mieux intégrer l'AB dans les parcours de formation continue ;
- Développer éventuellement l'offre de formation, tant quantitativement que qualitativement, en prenant en compte les besoins et attentes des acteurs concernés et exprimés ici.

1.3.Public cible de l'enquête

L'enquête a été diffusée largement via les réseaux tels que le RMT DévAB, le réseau Formabio, le réseau ITAB, le réseau des Chambres d'agriculture, etc. On peut estimer à environ 900, les personnes destinataires et donc potentiellement concernées par l'enquête, dont environ 60% de l'enseignement agricole (Formation initiale (FI) et Formation Continue (FC), public et privé). Les modes de diffusion ont été multiples, en fonction des types de publics. L'objectif était que le questionnaire soit connu du plus grand nombre d'acteurs possible.



1.3.1. Diffusion auprès des publics

Ainsi, le lien vers l'enquête a été diffusé par mail à l'ensemble des inscrits du forum interne de l'enseignement agricole public « Conf-Formabio ». Ce sont donc 530 personnes qui ont été informées de l'enquête et engagées à y répondre. Il s'agissait d'enseignants de la formation initiale, de formateurs CFPPA, de directeurs d'exploitation ou de centre de formation et de quelques personnels de l'administration de l'agriculture régionale ou nationale. L'inscription sur ce forum se fait à la demande des participants, sans aucun-critère de sélection.

Une information par mail a également été diffusée auprès de 80 personnes de l'enseignement agricole privé, de l'enseignement supérieur et de diverses personnes en charge des questions de formation dans leurs organismes (structures nationales ou régionales des chambres d'agriculture, des Instituts Techniques Agricoles ou de la FNAB).

Toujours selon ce mode de diffusion, les partenaires du RMT et les participants au groupe formation du RMT ont été sollicités, soit une centaine de personnes.

La diffusion auprès des acteurs impliqués dans le développement de l'agriculture biologique a été organisée de façon pyramidale. Ainsi, les chargés de formation ou chargés de développement AB au niveau national ont d'abord été contactés et ont relayé l'information au sein de leur structure. Ainsi, la FNAB aurait diffusé auprès d'une centaine de personnes, tout comme la tête de réseau des Chambres d'agriculture, ou l'ACTA pour les ITA. Les conseillers bio des chambres d'agriculture s'étaient, de plus, vu présenté l'enquête lors d'une réunion de leur réseau.

Les principaux organismes certificateurs ont été contactés. L'information n'a pas été diffusée auprès des salariés, en conséquence, aucune réponse n'a été reçue de leur part.

Le lien vers l'enquête n'étant pas réservé, la diffusion a pu être plus large et se transmettre entre les publics, notamment au sein des réseaux. Mais cette part non maîtrisée de diffusion se compense en termes numérique avec la quantité de personnes qui ont été comptabilisées à plusieurs reprises puisque présentes sur plusieurs listes de diffusion (comme les membres du groupe formation et les participant à la conf-Formabio par exemple).



1.3.2. Taux de participation et validité de l'enquête

Cette enquête a été mise en ligne pendant un mois de début avril jusque début mai.

Comme précisé ci-dessus, on estime que le questionnaire a été diffusé auprès d'environ 900 à 1000 personnes. Avec 168 questionnaires retransmis, le taux de participation à l'enquête est satisfaisant. On peut l'estimer entre 16% et 19 %, ce qui garantit donc une validité des résultats obtenus.

Les enseignants et les formateurs sont plus représentés dans la population de répondants que les conseillers, techniciens, animateurs des autres structures. Cette enquête ne compte aucun acteur travaillant au sein d'organismes certificateurs.

On peut néanmoins penser que le mode de diffusion basé sur le mode du réseau, a probablement touché des acteurs plutôt impliqués dans leur formation (notamment pour les publics de la Conf-Formabio).

Les caractéristiques de la population des répondants sont décrites ci-après.

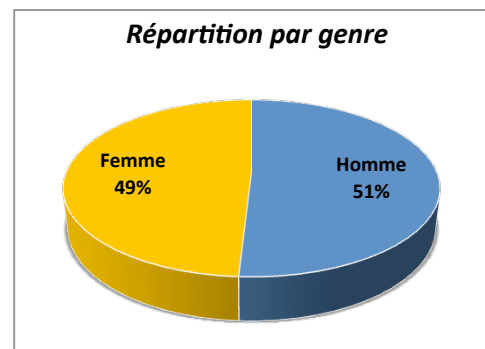


2. PROFIL DES RÉPONDANTS

2.1. Caractéristiques de la population

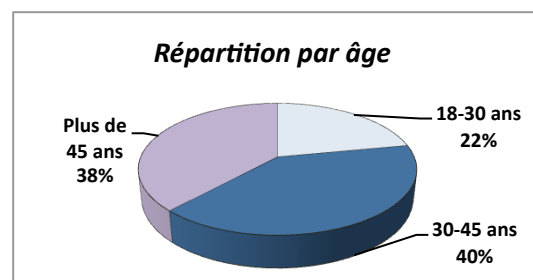
2.1.1. Sexe

On note une égalité des genres quasi-parfaite parmi les répondants de cette enquête avec 85 hommes et 83 femmes. Comme nous le verrons par la suite, cette répartition s'effectue de façon identique au sein de chaque type de structures avec quasiment le même nombre de répondants hommes et femmes dans chacune d'elles. Ces résultats corroborent les constats actuels d'une féminisation dans le secteur de l'enseignement et du développement agricole depuis 20 ans



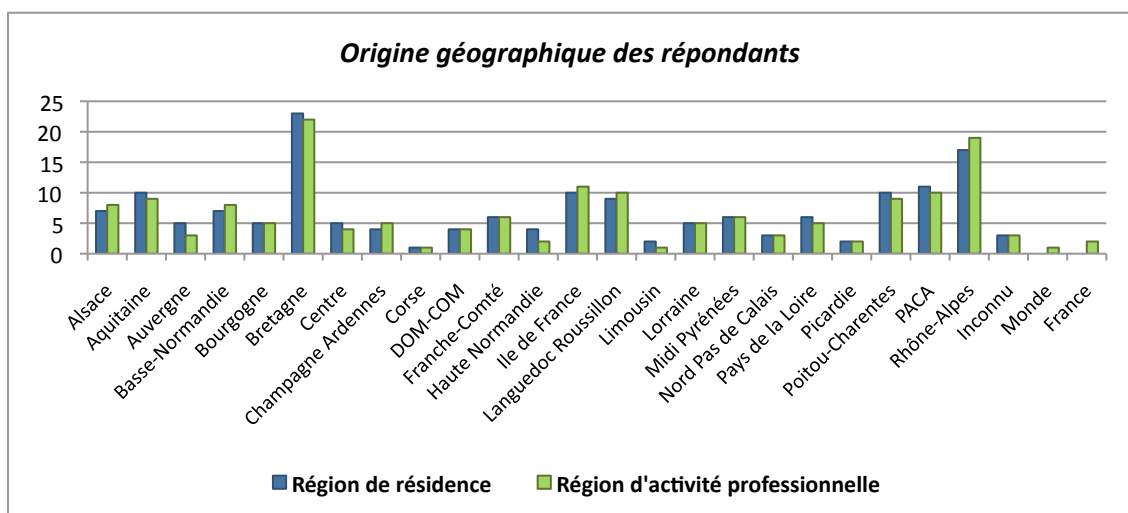
2.1.2. Tranche d'âge des répondants

Les 18-30 ans sont légèrement moins représentés avec 37 réponses contre plus de 60 réponses pour les deux catégories restantes ce qui s'explique peut-être par l'âge d'entrée dans ces métiers est souvent assez élevé (ingénieurs ou master à partir de 25 ans minimum).



2.1.3. Origine géographique

Des ressortissants de l'ensemble des régions ont répondu à l'enquête y compris dans les départements et territoires d'Outre-Mer.



Les deux régions ayant le plus de répondants sont la Bretagne (23 pour région de résidence et 22 réponses pour région comme lieu d'activité professionnelle) puis la région Rhône-Alpes (17 et 19 réponses). Viennent ensuite l'Île de France et la région PACA avec (10 et 11 réponses), et enfin le Poitou-Charentes, le Languedoc-Roussillon et l'Aquitaine (avec 9 et 10 réponses pour ces trois dernières régions).

Les régions ayant le moins de répondants à l'enquête sont la Corse, le Limousin et la Picardie.

Bretagne et Rhône Alpes sont deux régions ayant beaucoup de structures d'enseignement agricole avec les Pays de Loire (région ayant peu répondu ici mais qui a participé à une enquête du même genre en 2010-2011)

2.2. Situation professionnelle

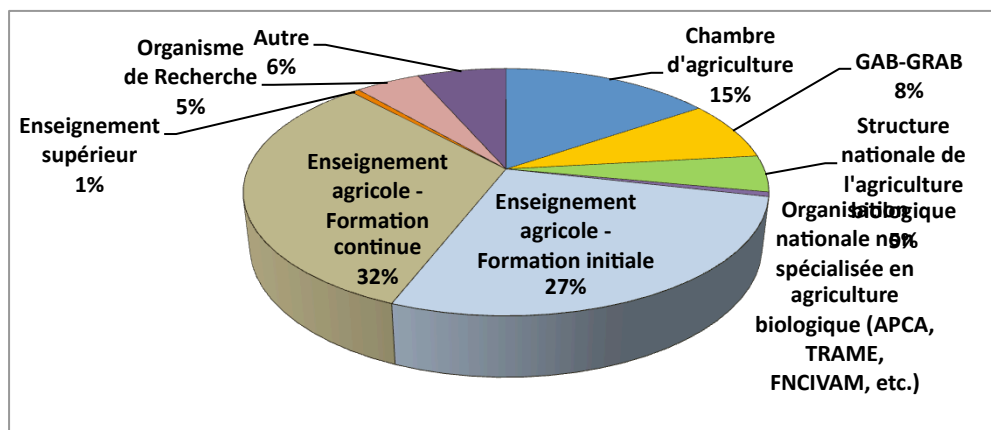
2.2.1. Structure professionnelle

La structure des répondants est conforme, proportionnellement, à celle de la population enquêtée.

Une majorité de répondants est issue de l'enseignement et de la formation. En effet, ces acteurs représentent 60% des répondants (101 personnes). Les chambres d'agriculture sont bien représentées avec 26 répondants puis viennent les GAB et les GRAB avec 13 réponses.

40% des répondants proviennent donc d'autres structures que celles de l'enseignement agricole (Chambres, GAB-GRAB, APCA, ITAB, instituts de recherches, CIVAM ...) et possèdent des profils professionnels divers (conseillers, chargés de mission AB, chargés d'ingénierie/ingénieurs, directeurs de structures). Cette proportion de répondants est donc satisfaisante dans le cadre de l'enquête

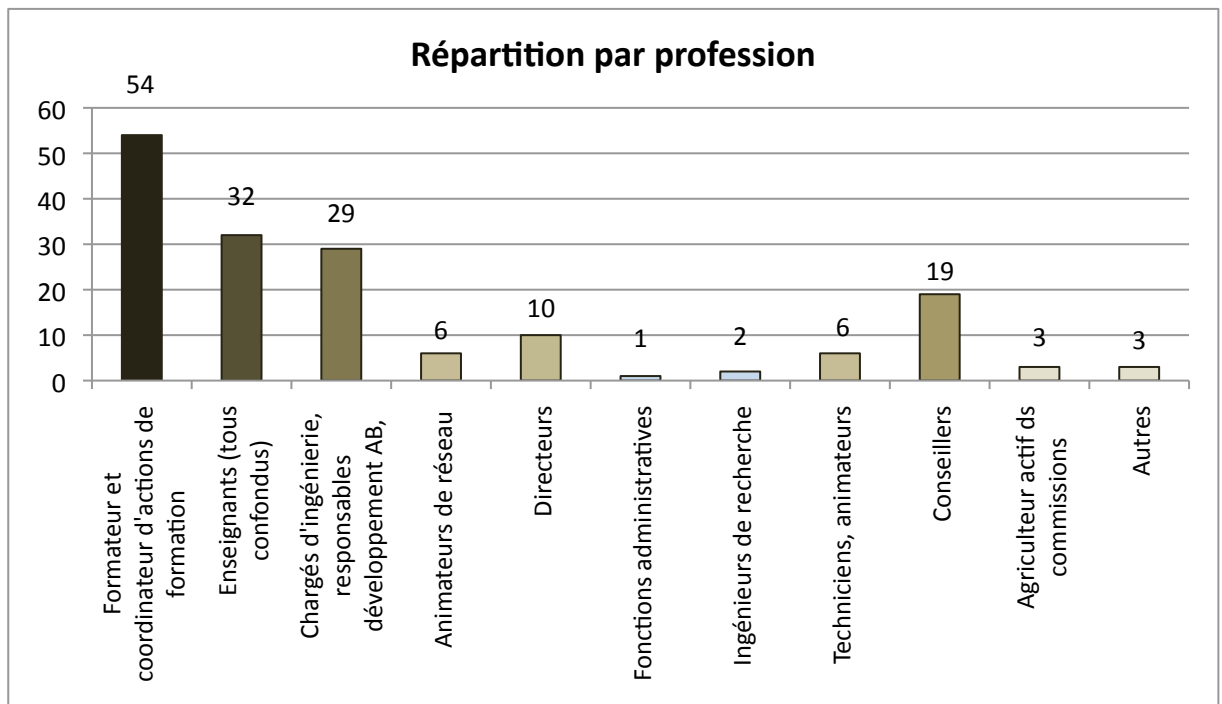
. L'analyse des professions exercées par les répondants permettra de mieux définir la population des répondants.



Note: soulignons l'absence de réponses venant des organismes certificateurs. Bien qu'il semble possible de pouvoir faire des parallèles avec les besoins des autres organismes, il faudra cependant se souvenir, lors de l'analyse des données de cette enquête, que les résultats ne concernent pas le personnel de ces structures.

2.2.2. Activité professionnelle

La répartition des acteurs confirme le résultat donné par les structures d'origine. Mais ce graphique pointe la diversité des profils et notamment la présence dans ces résultats des questionnaires d'acteurs en bordure de la population visée tels que les agriculteurs, impliqués dans l'AB (3 répondants).



L'activité professionnelle des répondants est variée.

Cependant, la première catégorisation présentée ci-dessus permet de constater que les formateurs et les enseignants ont répondu massivement puisque 81 questionnaires ont été renvoyés. Ils constituent 52% des répondants.

Les chargés d'ingénierie et de développement en agriculture biologique ont également bien répondu à l'enquête avec 28 réponses. Ces acteurs se situent dans l'ensemble des structures répondantes sans exception (des chambres comme des GAB, des structures spécialisées dans la bio comme de celles non spécialisées, des organismes de recherche comme des administrations publiques).

La part des conseillers et techniciens est moins importante mais atteint néanmoins 15% des répondants (22 personnes).



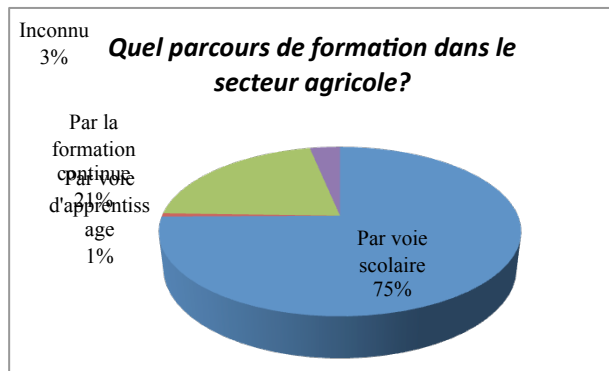
3. RAPPORT À L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DES RÉPONDANTS

3.1. Parcours de formation et agriculture biologique

3.1.1. Acteurs et parcours de formation dans le secteur agricole

92% des acteurs (soit 155 répondants sur 168) déclarent avoir effectué un parcours de formation dans le secteur agricole.

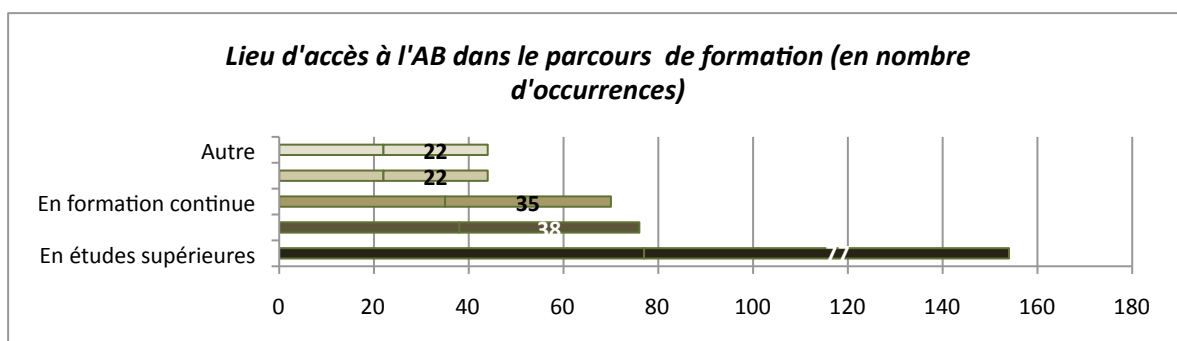
Pour la grande majorité d'entre eux (75%), le parcours de formation au sein du secteur agricole a eu lieu dans le cadre de leur formation initiale, c'est-à-dire par voie scolaire, comme le montre le graphique ci-contre.



21% ont néanmoins suivi un parcours de formation dans l'agriculture dans le cadre de la formation continue.

3.1.2. Premier accès à l'agriculture biologique

Le graphique ci-dessous montre à quel(s) moment(s) les acteurs ont « eu contact » avec l'agriculture biologique dans le cadre d'une formation. Si 22,6% des répondants n'ont jamais eu accès à l'AB dans ce cadre, d'autres y ont été confronté à plusieurs reprises. Il est intéressant de souligner que 77 acteurs ont entendu parler de l'AB lors des études supérieures.



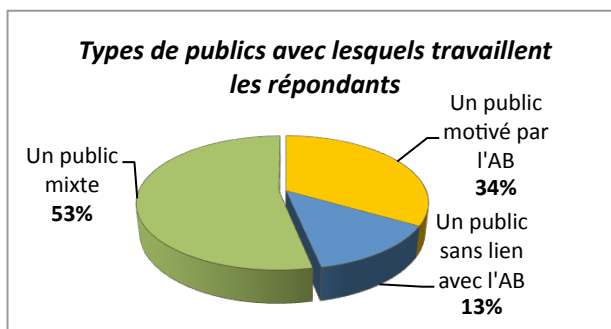
3.2. Agriculture biologique et activité professionnelle

48% des répondants déclarent côtoyer l'agriculture biologique dans le cadre professionnel depuis le début de leur carrière. 23% disent l'avoir côtoyée « en partie ». Seul 48 répondants (29%) n'ont jamais côtoyé l'agriculture biologique dans le cadre professionnel.



Ces données nous montrent que la question de l'AB concerne un nombre important d'acteurs. Cependant, on peut supposer que les attentes des professionnels en matière de formation varient en fonction des publics avec lesquels ils travaillent. En effet, l'exigence des publics côtoyés (attentes et questionnements sur ce mode de production agricole) détermine probablement, en partie au moins, les orientations des acteurs dans leurs besoins de formation. De même, l'implication des structures dans le développement de l'AB et dans la professionnalisation de leurs salariés influe certainement sur l'entrée en formation, tout comme un bon nombre de facteurs personnels (familiaux, de distance, de disponibilité, problèmes de santé)

3.2.1. La formation pour mieux répondre aux attentes du public : mais quel public ?



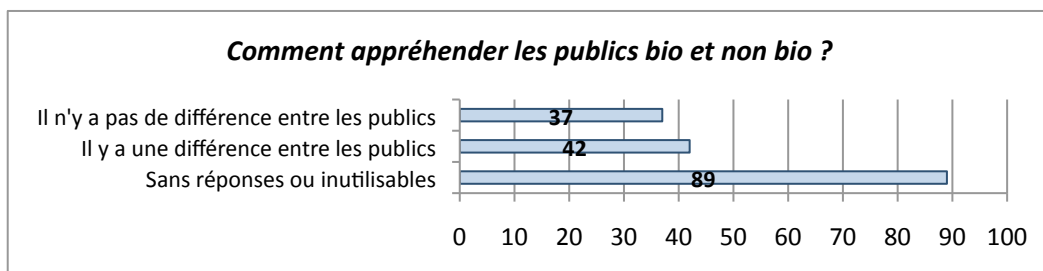
Afin de mieux cerner les attentes en matière de formation des professionnels interrogés, il semble intéressant de mieux déterminer les publics avec lesquels ces acteurs travaillent. Cette étape permet a posteriori de mieux cerner la nature et la mesure de leurs besoins.

Les réponses montrent que seuls 13% des répondants exercent auprès d'un public « non-bio ». Ce sont donc 87% des répondants qui sont susceptibles d'entrer en formation afin de pouvoir, en développant leurs connaissances, mieux répondre aux attentes des publics et donc améliorer leur pratique professionnelle.

Parmi ces acteurs, ceux travaillant avec un public « bio » à 100% et ceux travaillant avec un public mixte n'ont probablement pas les mêmes attentes ni les mêmes besoins en termes de connaissances et compétences à développer. La définition des connaissances à développer en fonction des publics reste à définir.

3.2.2. Les manières d'appréhender ces différents publics

Les avis sont partagés sur les façons d'appréhender les publics bios et conventionnels. Pour une partie des répondants, il n'y a pas de différences dans la relation et la transmission au public, pour d'autres, les écarts sont grands.



Les personnes estimant travailler de façon différente en fonction du public (bio et conventionnel) mettent en avant les éléments suivants :

POUR LE PUBLIC CONVENTIONNEL	POUR LE PUBLIC BIO
<p>Plus de sensibilisation, « plus de psychologie ».</p> <p>Besoin de plus de dialogues, et d'échanges sur le bio (communication),</p> <p>Convaincre avec des arguments scientifiques</p> <p>Le public est plus réticent</p> <p>Il faut prendre plus de précautions.</p>	<p>On entre plus dans les aspects techniques</p> <p>Besoin de formation technique et d'accompagnement</p> <p>Rationaliser pour éviter les croyances aveugles</p> <p>Le public est plus à l'écoute,</p>

Selon les répondants, compte tenu des **motivations**, **attentes** et **questionnements** différents, le travail effectué ne peut- être que différent. De plus, certains enseignants soulignent que, travaillant avec des référentiels de formation différents, leurs approches diffèrent de fait.

D'autres déclarent que le contenu est adapté en fonction du cadre de référence du public tout en conservant une entrée économique et une entrée agronomique.

Enfin, d'une façon plus philosophiques, il est souligné qu'il est préférable d' « essayer de rassembler les points de vue plutôt que les marginaliser. »

Au contraire, **un pourcentage de répondants estime travailler de façon identique** avec les différents types de public. Selon ces acteurs :

- ✓ Toutes les pratiques agricoles sont abordées de la même façon, on présente les différentes possibilités.
- ✓ Il faut aborder les différentes méthodes en laissant au stagiaire le choix de s'orienter vers tel ou tel type de méthode.
- ✓ On propose les alternatives biologiques de façon distanciée
- ✓ C'est plus une adaptation de discours qu'une façon différente de travailler
- ✓ On insiste juste plus ou moins sur le raisonnement global et la façon de travail (posture)



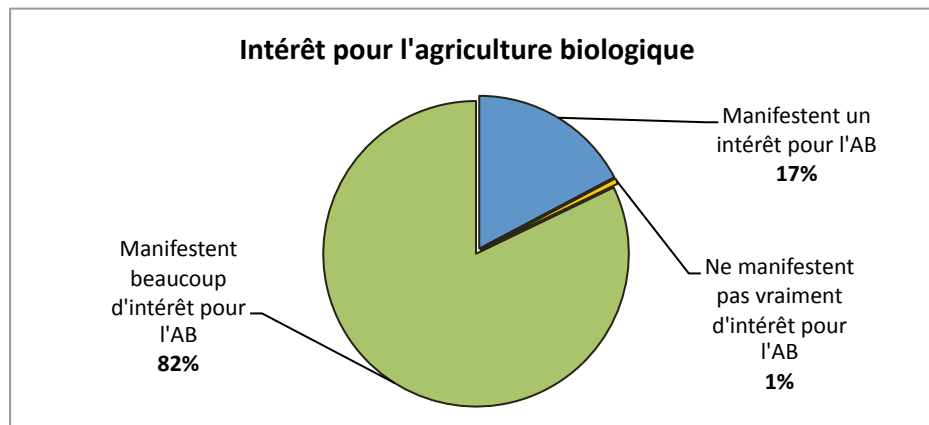
PARTIE 2 :
DE L'INTÉRÊT MANIFESTE POUR L'AB À
LA RECHERCHE DE FORMATION – LA
QUESTION DE L'ACCESSIBILITÉ À
L'OFFRE DE FORMATION



1. PRÉALABLE : LE RAPPORTS DES ACTEURS À L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES.

1.1. Intérêt des répondants pour l'agriculture biologique

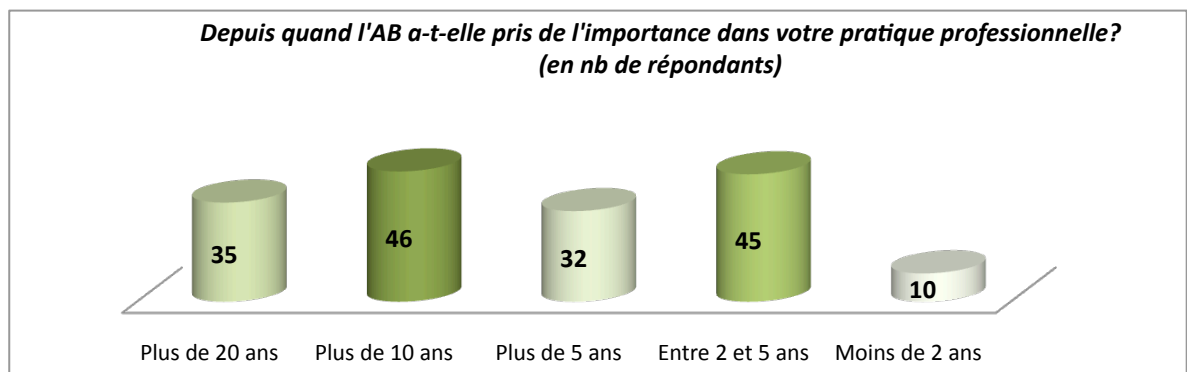
La quasi-totalité des répondants disent manifester un intérêt, plus ou moins fort, pour l'agriculture biologique :



Ces résultats sont cohérents, dans la mesure où la majorité des répondants travaille avec un public concerné par l'agriculture biologique. Ce résultat nous montre également que les acteurs non-« contraints » professionnellement de travailler sur ce thème y trouvent néanmoins un intérêt. Ceci apparaît donc comme un élément favorable au développement de l'AB qui peut engager les organismes mettant en place la formation continue à développer les pratiques d'information et de formation autour de l'AB.

1.2. Une plus grande présence de l'AB au sein de l'activité professionnelle

La nature de l'intérêt que manifestent des acteurs pour l'AB se pose. S'agit-il de convictions personnelles ou d'obligation professionnelle ? Ou bien encore, une alliance des deux ? Il ne s'agit pas de répondre à cette question mais de mieux comprendre si et comment l'AB s'intègre dans les pratiques professionnelles des répondants.



Le graphique ci-dessus montre que l'agriculture biologique est au cœur de la pratique des acteurs depuis plus de 10 ans pour 81 d'entre eux, depuis plus de 5 ans pour 32 d'entre eux et depuis moins de 5 ans pour 55 d'entre eux.

D'autre part, d'autres résultats, issus de cette enquête, mettent en avant le fait que 80% des répondants relèvent une hausse des questionnements concernant l'agriculture biologique (conversions, réglementations, méthodes, etc.) depuis 5 ans. Les 20% restant considèrent qu'il n'y a que peu (12 %) ou pas (8 %) d'évolution dans l'intérêt porté à l'AB.

Ils expliquent :

La hausse des questionnements semble indéniablement liée à une hausse de l'intérêt pour l'AB. Ce sont les raisons de cet intérêt qu'il faut décrypter. Les professionnels interrogés énoncent un certain nombre de raisons qui sont résumées ci-dessous

Les répondants soulignent l'impact des plans de développement dont a bénéficié l'agriculture biologique, la rendant plus visible et incitant les professionnels à s'y intéresser (Plan Riquois, Plan Barnier). Le Grenelle de l'environnement a également permis cette valorisation de l'AB. D'autre part, le système de subventionnements dont bénéficient les professionnels s'installant ou se convertissant en AB permet probablement à certains exploitants de sauter le pas. L'ensemble de ces éléments font preuve d'une reconnaissance « officielle » de l'agriculture biologique.

Cette reconnaissance s'est traduite par une plus grande médiatisation.

L'ensemble de ces éléments a notamment permis une « démocratisation » de l'agriculture biologique, lui donnant ainsi un caractère « moins marginal ».

D'autre part, la prise de conscience des limites de l'agriculture conventionnelle, de l'agriculture de masse, notamment suite à des scandales comme celui de la vache folle, a permis le développement de l'intérêt pour l'AB. En conséquence, les questionnements relatifs aux conversions sont de plus en plus nombreuses (question technico-économiques notamment) : « on assiste à un besoin de professionnalisme » chez les exploitants.

Le public intéressé par l'AB a également évolué : il y a aujourd'hui plus de questionnements de la part d'agriculteurs conventionnels qu'auparavant. Ils se posent la question de leur devenir. En observant les expérimentations de voisins « bios », ils se questionnent sur l'évolution de leur propre activité.

Au sein de l'enseignement agricole, l'agriculture biologique a vu sa place augmenter. En conséquence, les questionnements autour de cette méthode sont plus grands. Les étudiants sont plus demandeurs. La rencontre entre les publics conventionnels et les publics bios en cours de formations amènent les premiers à s'interroger sur les intérêts réels de l'AB.



Zoom sur : *quelques répondants soulignent* les intérêts parfois superficiels de certains exploitants qui voient dans le passage au bio une opportunité financière. Ces personnes sont souvent à la recherche de « recettes ».

Analyse : les répondants mettent en avant les plans de développement comme facteur explicatifs du développement de l'agriculture biologique et donc de la hausse des questionnements de leurs publics et la plus grande place de ce thème dans leur pratique. Nous pouvons constater que les dates pendant lesquelles le Plan Riquois (1997-2002) et le Plan Barnier (2007-2012) ont été déployés correspondent aux pics du graphique présenté ci-dessus. Cette donnée semble donc bel et bien explicative de la simultanéité des politiques publiques avec leur intégration dans les pratiques professionnelles de la formation et du développement.

Les répondants estimant qu'il n'y a que peu ou pas d'évolution déclarent que la proportion de public intéressé n'est pas plus importante qu'auparavant. Les enseignants révèlent qu'une partie du public continue de considérer l'AB comme marginale, peu sérieuse. Néanmoins ils constatent une hausse de l'intérêt par les publics issus d'un univers non-agricole.

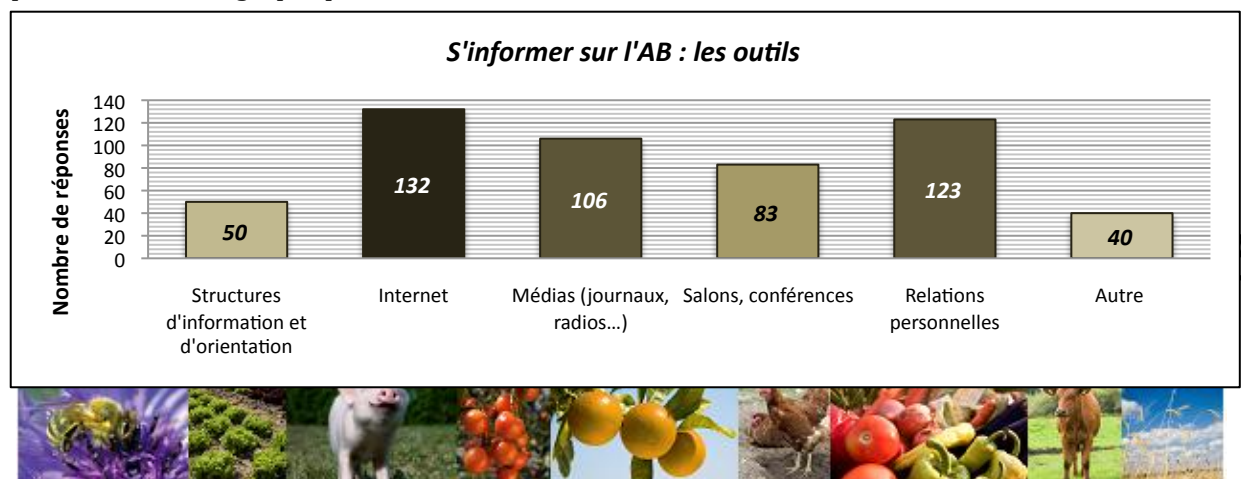
2. LA RECHERCHE DE L'OFFRE DE FORMATION

2.1. Des pratiques informationnelles

La question de l'accessibilité à la formation passe également par l'accès à l'information. En conséquence, connaître les « *techniques* » de recherche d'informations sur les formations utilisées par les acteurs permet d'identifier les facteurs de communication les plus efficaces, afin éventuellement d'améliorer les stratégies de communication autour de la formation.

2.1.1. Recherches d'information sur l'agriculture biologique

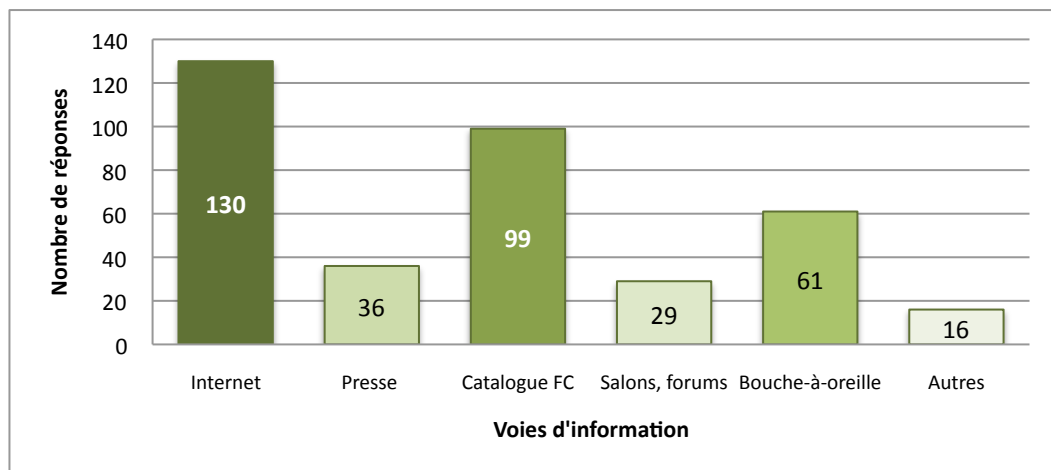
Parmi les répondants, ils déclarent presque à l'unanimité (165 sur 168) s'être informés de façon autonome sur l'AB. Ces résultats correspondent à ceux de l'intérêt manifestés pour cet objet. Pour ce faire, ils ont utilisé un certain nombre d'outils et moyens d'information présentés dans le graphique ci-dessous.



Ces résultats confirment des recherches scientifiques qui mettent en avant l'évolution des pratiques professionnelles face à l'émergence et au renforcement des réseaux d'information. L'information comme voie d'élaboration des connaissances, telle est la pensée de nombreux chercheurs. A titre d'exemple, Jean MEIRAT souligne que « l'information n'existe pas en tant que telle si elle n'est pas effectivement reçue. Pour l'esprit qui la reçoit, elle est connaissance et vient modifier son savoir implicite et explicite »⁸

2.1.2. Recherche d'information sur l'existant en termes de formation

80% des répondants ont déjà effectué des recherches sur l'existant en termes de formation en agriculture biologique. De la même manière, ils ont, dans le cadre de cette recherche utilisé un certain nombre d'outils et de médias qui sont représentés au sein du graphique ci-dessous.



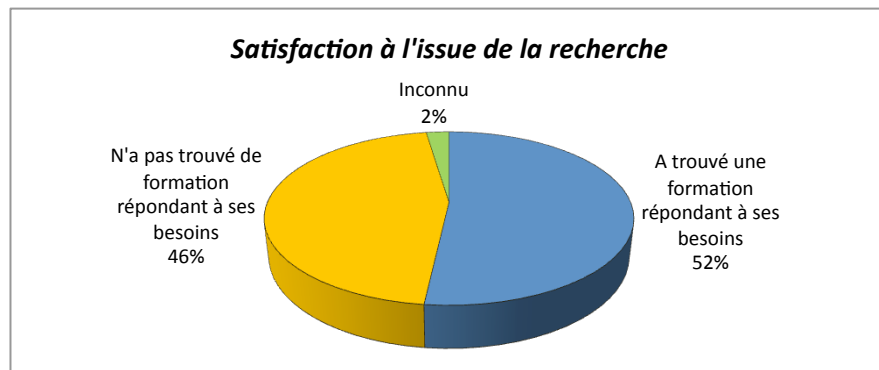
Les résultats obtenus montrent que la première source d'information est l'outil internet. Sans surprise, les professionnels mettent en avant l'intérêt des catalogues de formation continue de leur structure professionnelle, outil indéniable dans le parcours de professionnalisation des acteurs.

2.2. La recherche de formations en AB : une recherche effective, une satisfaction mitigée

Plus des 80% des répondants déclarent avoir un jour ou l'autre recherché des formations en agriculture biologique. Parmi eux, 52% des personnes ayant engagé une recherche de formation sur l'AB ont trouvé réponse à leurs questionnements.

⁸ Meirat J. Information versus Communication ? L'espace social de la communication : concepts et théories / sous la direction d'A-M. Laulan, Retz-CNRS, 1985, p.65.





Parmi les répondants ayant trouvé une formation satisfaisante en fonction de leurs besoins identifiés, certains annoncent, pour y parvenir, avoir effectué de nombreuses recherches (notamment sur internet). D'autres déclarent avoir reçu des informations via leur établissement ou structure. La connaissance de sites internet « repères » (comme Formabio) ou encore l'appartenance à des réseaux professionnels (réseau Formabio, RMT, réseaux internes aux structures ou réseaux personnels) sont également mis en avant comme éléments importants dans la dynamique de recherche de formation.

De plus, une partie des interrogés annonce connaître son territoire et en conséquence être au courant des formations qui s'y déroulent.

Enfin, quelques répondants soulignent que leur propre formation s'effectue en organisant des formations AB à destination des professionnels (comme les agriculteurs) auprès de qui ils travaillent.

Parmi cette première catégorie de personnes ayant trouvé les formations répondant à leurs besoins en AB, une partie souligne néanmoins l'intérêt de développer des formations « techniques », moins théoriques, et adaptées au contexte local. De plus, les formateurs soulignent que les nouveaux référentiels dessinent le besoin de formations puisque pour assurer leur pratique professionnelle et appliquer ces référentiels, les professionnels de la formation doivent se former.

Zoom sur :

L'intérêt de développer des formations pour deux types de publics différents (d'après les réponses de répondants) :

« Des formations générales pour les stagiaires qui découvrent l'AB et des plus précises pour ceux qui connaissent déjà un peu le sujet ».

46 % des répondants déclarent ne pas avoir trouvé de formation répondant à leurs besoins. Les acteurs énoncent que faute de temps et d'outils formellement identifiés, les recherches sont difficiles, écourtées. Une partie d'entre eux dit même ne pas avoir engagé de véritables recherches (9% répondants de cette catégorie).



L'insatisfaction des acteurs face à une recherche non fructueuse tient également au fait que l'offre disponible ne correspond pas (en termes de contenu) aux besoins professionnels des acteurs interrogés. D'autres soulignent également leur déception quand une formation à laquelle ils s'étaient inscrits n'a finalement pas lieu en raison d'un faible nombre d'inscrit, les amenant donc à choisir « par défaut », une autre formation moins adaptée à leurs besoins et attentes.

Comme dans la première catégorie de répondants, les acteurs soulignent leur regret de ne pas avoir de formations plus « approfondies », davantage « techniques ».

Zoom sur quelques difficultés soulignées dans la recherche de formation :

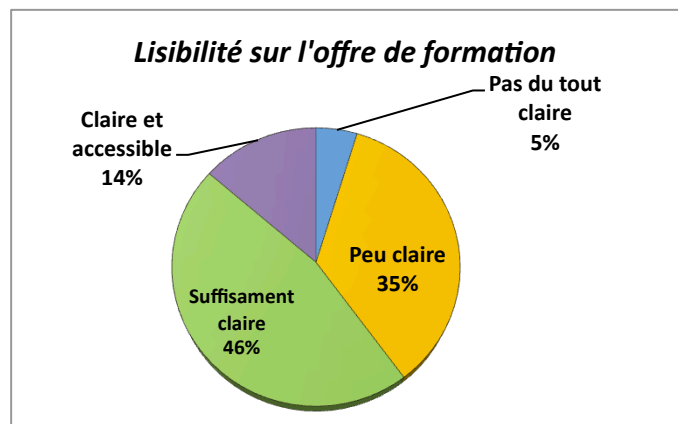
- L'offre de formation en ligne sur l'AB semble difficile d'accès ;
- Les informations sur les formations existantes en AB sont peu visibles ;
- Il y a des disparités régionales pour l'accès aux formations (difficultés d'accès géographique);
- Les répondants font part de contraintes temporelles et organisationnelles qui ne permettent pas l'accès aux formations, compte-tenu des périodes auxquelles celles-ci sont organisées.

3. EVALUER L'ACCESSIBILITÉ À L'OFFRE DE FORMATION

3.1. L'accessibilité selon les répondants à l'enquête

60% des répondants estiment l'offre de formation est lisible et accessible.

Ce résultat plutôt positif, engage néanmoins à persévérer dans l'amélioration de la visibilité de cette offre, afin de valoriser l'ensemble des formations en agriculture biologique.



Ceci nécessite probablement une réflexion plus globale sur les méthodes de diffusion de l'information concernant les formations AB. D'autre part, il est intéressant de savoir si les modalités d'accès à l'offre et l'accès à cette offre sont les mêmes selon les publics.

Certains acteurs ont-ils plus de difficultés que d'autres à s'orienter dans l'offre de formation ? Si oui, quels sont les facteurs explicatifs ? L'appartenance à telle ou telle structure professionnelle influe-t-elle sur la compréhension de l'offre de formation ? L'origine géographique est-elle un critère d'accessibilité à l'offre ? Si oui, cela signifierait que certaines régions sont moins bien pourvues que d'autres en termes d'offre de formation. L'activité professionnelle des acteurs et leur relation à l'AB dans le cadre professionnel sont-ils des facteurs favorisant l'accès à l'offre de formation ?



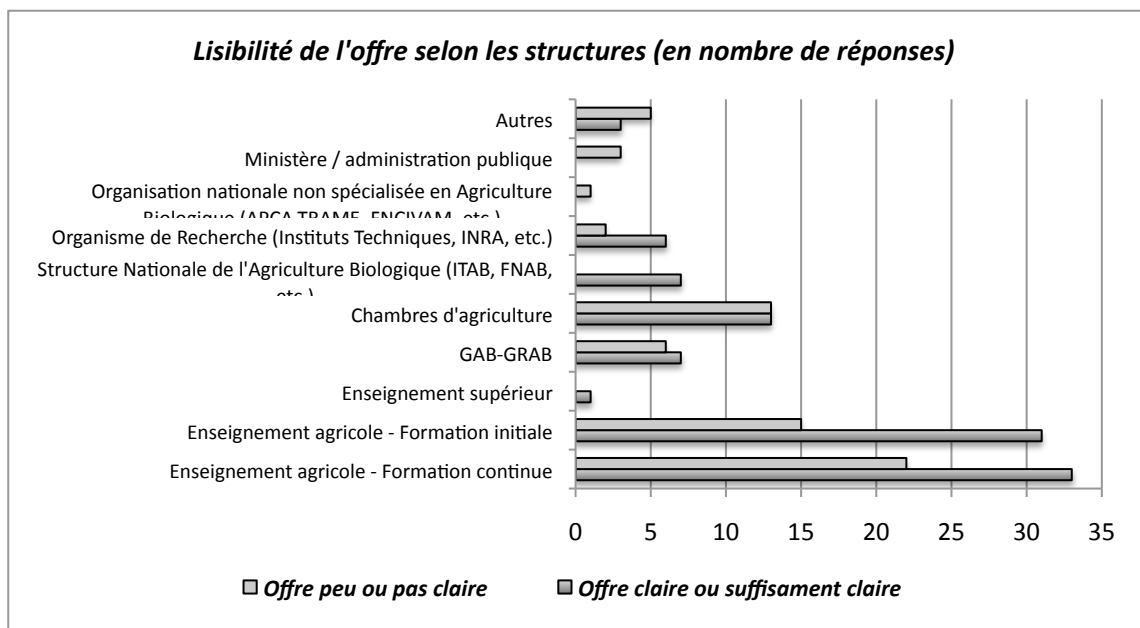
Nous essaierons de trouver réponse à ces questions à travers les résultats suivants. D'une manière générale, il semble intéressant de pouvoir identifier les raisons pour lesquelles les acteurs repèrent ou non des formations qui les satisfont.

3.2. Mieux connaître les pratiques et les ressentis des différents publics ?

3.2.1. Caractériser les pratiques selon les structures

- Lisibilité par structure

Globalement la lisibilité est plutôt bonne dans l'ensemble des structures. Il n'y a pas d'écart majeur entre les avis des professionnels des établissements de l'enseignement agricole et ceux des autres structures.



- La formation à l'Agriculture Biologique en fonction des structures

L'accès réel à la formation (l'inscription à des sessions de formation) diffère selon les structures.

Au sein des établissements agricoles de formation initiale, 72% des répondants ont reçu une formation en agriculture biologique contre 52% des acteurs issus des établissements agricoles de la formation continue (28 sur 54).

Au sein des Chambres d'Agriculture, 38% des répondants déclarent avoir reçu une formation en AB alors que ce sont ce sont 77% des répondants issus des GAB-GRAB qui disent avoir été formés dans ce cadre.

Dans les organismes de recherches, 4 répondants sur 8 disent avoir été formés et 4 répondants sur 7 au sein des structures nationales de l'agriculture biologique.



On note des différences importantes parmi les répondants entre les professionnels de la formation continue et de la formation initiale pour l'enseignement ainsi qu'entre les GAB et les Chambres. Cela dit, le nombre de répondants ne permet pas de généraliser cette information bien qu'elle nous donne une idée des formations qui sont proposées aux acteurs dans les structures.

Soulignons également que les répondants des GAB et GRAB ont une moyenne d'âge inférieure aux répondants des Chambres, ce qui pourrait constituer un facteur explicatif si l'on admet qu'il pourrait y avoir corrélation entre âge et dynamique de développement des compétences. Dans cette recherche, ceci ne reste qu'une hypothèse.

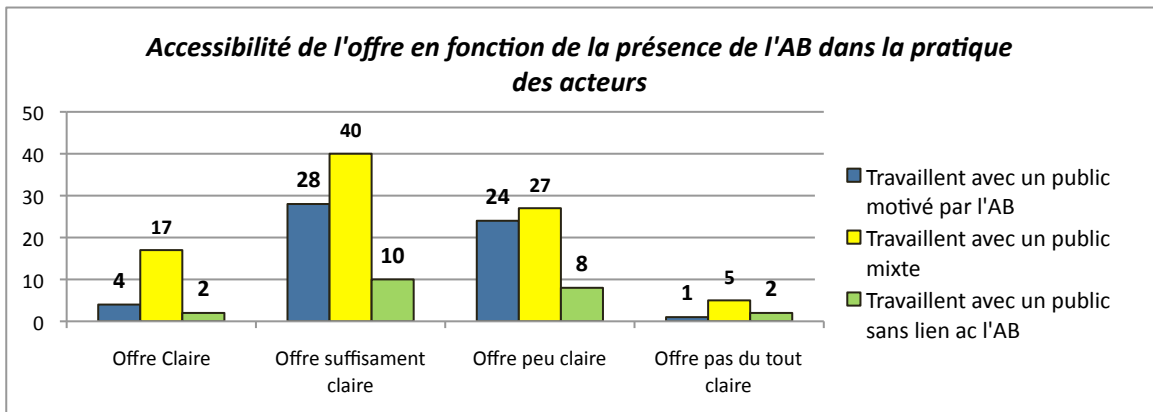


3.2.2. Caractériser les pratiques des acteurs en tenant compte de leur « rapport » professionnel à l'agriculture biologique

- **Accessibilité et lisibilité sur l'offre de formation**

L'accès à l'offre de formation (lisibilité, accès) est-il différent selon les attentes des professionnels ? Les professionnels travaillant avec l'AB et donc probablement plus en recherche d'une offre de formation liée à la spécificité biologique ont-ils le même accès à l'AB que les personnes travaillant en conventionnel ?

Parmi les 57 répondants travaillant avec un public intéressé par l'AB, 56% trouvent l'offre de formation de suffisamment claire à très claire. Parmi les 22 répondants en relation avec un public non impliqué dans la bio, 55% trouvent l'offre de formation claire, c'est le cas de 64% des personnes travaillant avec un public mixte. Globalement, nous pouvons donc dire que les personnes travaillant avec tous types de publics trouvent une lisibilité correcte à l'offre de formation comme le montre le graphique ci-dessous.



- **Public fréquenté et formation à l'Agriculture biologique dans le cadre professionnel**

Parmi les 57 répondants travaillant avec un public impliqué dans les questions relatives à l'AB, 38 d'entre eux ont reçu une formation à l'AB dans le cadre professionnel (Formation continue). Dans 54% des cas, la formation a eu lieu à l'initiative du salarié, et dans 41% des cas, la décision a été partagée entre la structure et le salarié.

Dans cette même logique, mais concernant cette fois les répondants travaillant auprès d'un public mixte - bio et non-bio - soit 89 professionnels (53% de la population totale des répondants), 47 d'entre eux ont reçu une formation à l'AB soit plus de la moitié. Dans 62% des cas, la formation est ici à l'initiative des salariés et dans 32% des situations, l'entrée en formation résulte d'une décision partagée entre la structure et le salarié. C'est seulement dans 6% des cas que la structure a été à l'initiative du départ en formation.

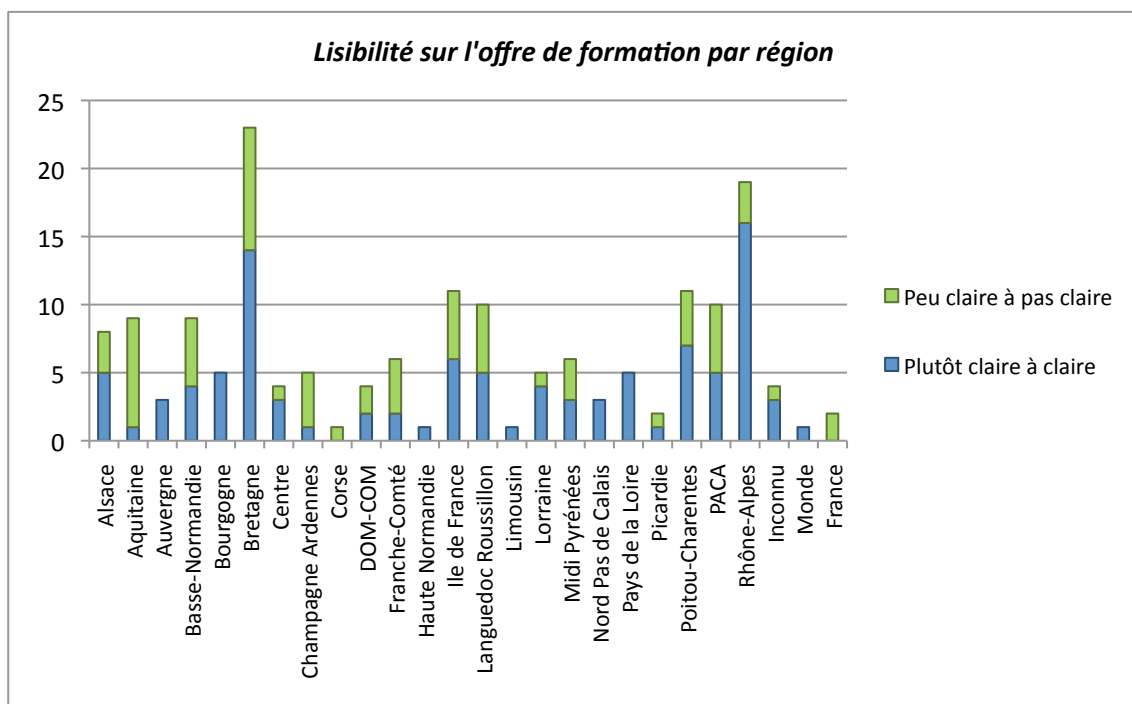
Ces données nous permettent de pointer le fait que bien que les salariés travaillent en relation avec l'AB, la structure n'est pas pour autant porteuse d'initiative en termes de formation. Se pose alors la question de l'implication des responsables de structure dans le



cadre de la professionnalisation de leurs agents. A l'inverse, ces données nous permettent également de voir que les professionnels s'impliquent dans leur professionnalisation, tentant de développer leurs connaissances et compétences par divers moyens allant de l'information (comme présenté précédemment) à la formation formelle.

3.2.3. Caractériser les pratiques des acteurs en tenant compte de leur origine géographique

Globalement, l'offre de formation est vue de la même façon dans toutes les régions. Dans chaque région, une proportion de répondants estime que l'offre est claire et compréhensible et une autre proportion estime que ce n'est pas le cas. Le graphique ci-dessous montre que les ressortissants des régions semblent mitigés quant à la lisibilité sur l'offre de formation.



Notons néanmoins la difficulté d'accès à la formation en Aquitaine, en Champagne-Ardenne, ou encore en Corse. De plus, le traitement des questionnaires a fait ressortir le fait que dans certains territoires d'Outre-Mer et notamment la Martinique, l'offre de formation était rare, voire quasi nulle et donc difficilement accessible.



PARTIE 3 :

ANALYSE DES BESOINS

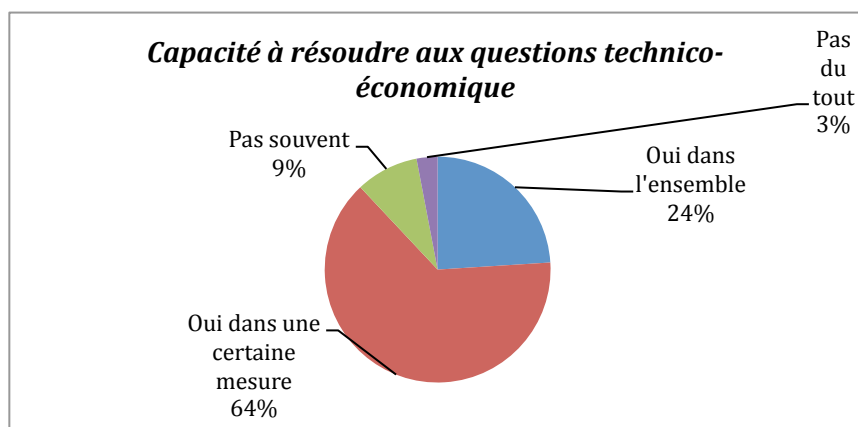


1. CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES EN AB : DES ACQUIS AUX BESOINS RECENSÉS

1.1. Autoévaluation des répondants

1.1.1. Capacité de réponse aux questions en AB

88% des répondants s'estiment capables, à des degrés différents, de répondre aux questions relatives à l'agriculture biologique qui leur sont posées. Soulignons donc la professionnalisation effective des acteurs impliqués dans l'agriculture biologique. Reste à voir si cette professionnalisation des acteurs est menée par le seul professionnel ou bien si elle s'accompagne d'une volonté des organisations de former leurs agents.

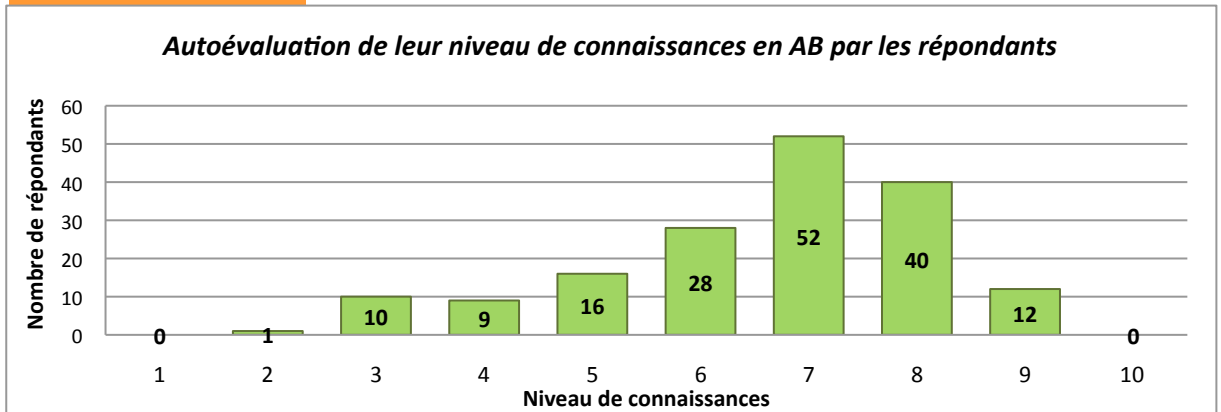


1.1.2. Niveau de connaissances

Parmi les personnes ayant répondu à l'enquête, 57 % d'entre eux (soit 95 personnes) estiment leur niveau de connaissances « suffisant pour l'exercice de leur activité professionnelle » contre 43 % (73 personnes). Si on considère, d'après la question précédente que 64% répondants s'estiment capables de répondre aux questions « dans une certaine mesure, on peut imaginer qu'il est néanmoins important de se pencher sur les connaissances « manquantes », afin d'améliorer le conseil et l'information donnés au public.

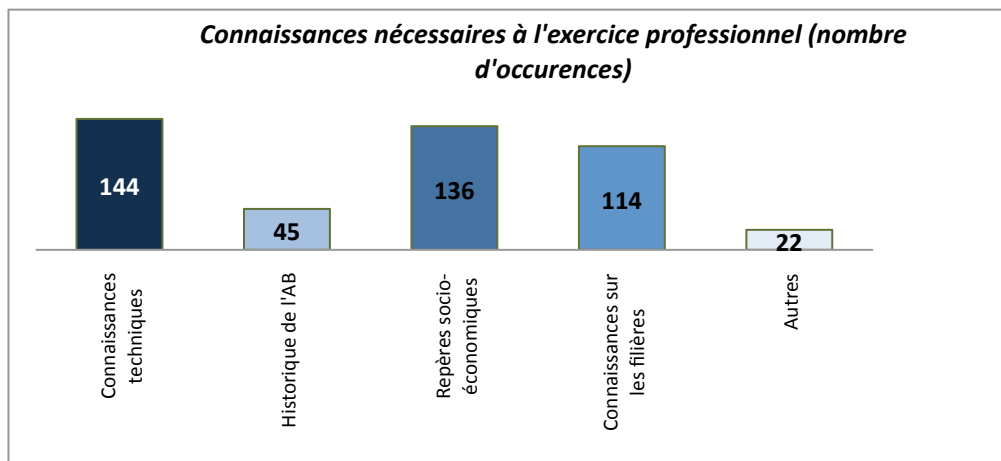
Sur une échelle de 1 à 10, les acteurs évaluent leur niveau général de connaissances en agriculture biologique de la façon suivante :





1.2. Définition des catégories de connaissances nécessaires à l'exercice professionnel

A la question « quels types de connaissances sont selon vous nécessaires à votre exercice professionnel ? » (en particulier pour les activités liées à l'agriculture biologiques), les réponses se sont majoritairement penchées du côté des références et connaissances techniques et des repères socio-économiques ainsi que sur les connaissances spécifiques aux filières comme le montre le graphique suivant.



Une partie des répondants a détaillé ces connaissances nous permettant ainsi

- De constater la part des répondants capable de définir les connaissances nécessaires à l'exercice professionnel dans un rapport à l'AB ;
- De poser le doigt sur les connaissances estimées comme nécessaires à cet exercice.

Parmi les connaissances citées, en voici quelques-unes, déjà catégorisées :

Connaissances et références techniques/technico-économiques/socio-économiques

Des éléments technico-économiques concernant : la rentabilité de chaque filière, marges brutes, coûts de production, investissement, modes de commercialisation, précision sur les avantages des associations de culture, besoin de réelles études sur les effets de protection des cultures en AB. les véritables effets des purins comment les gérer pour les grandes



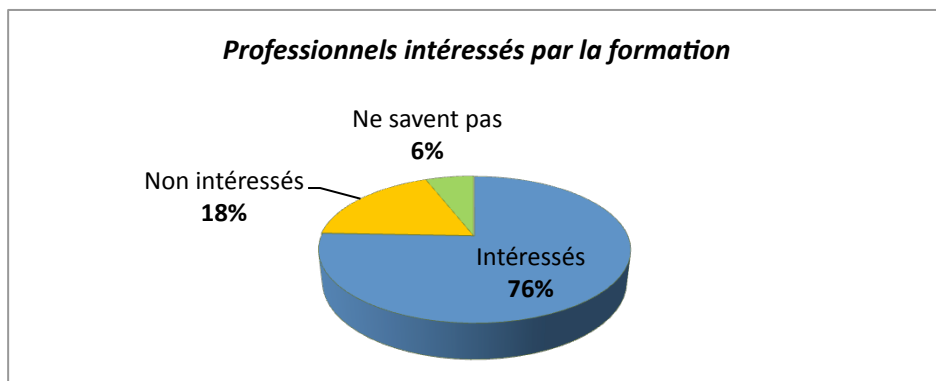
exploitations en AB.
Appréhender l'évolution des pratiques en AB et la maîtrise technique des agriculteurs. Disposer de références sur les principaux systèmes de production en AB
Se tenir au courant des références technico-économiques et des avancées dans les stratégies techniques.
Compétences sur l'approche technico-économique des systèmes
Connaissances techniques théoriques en productions végétales (prairies, légumes et grandes cultures),
Repères technico-économiques en conversion et en bio en ovin lait. Méthodes et pratiques d'élevage innovantes (reproduction et IA, gestion mammites, efficacité alimentaire), gestion des surfaces fourragères, impacts et conséquences économiques de la conversion.
Procédés techniques utilisés en agriculture biologique et qui fonctionnent
Agronomie, zoologie, écologie, fonctionnement des agro et écosystèmes techniques en AB
Systèmes de culture, organisation des filières, évolution technico-économique des systèmes, agronomie...
Besoin de voir des expériences réussies, de décortiquer des itinéraires techniques.
Des connaissances techniques liées à la filière
Repères socio-économiques: rentabilité, coût de production, investissement, commercialisation..)
Connaissances « générales » sur l'AB
Une bonne connaissance générale est préférable mais selon les missions, le poste ou le public rencontré, les connaissances s'orientent.
Connaissances sur les filières
Structuration et construction d'une filière,
Structuration, évolution des besoins en volumes et des prix.
Filières : organismes de conseils (CIVAM, CA), organismes certificateurs.
Historique de l'AB
historique et principaux courants (biodynamie, permaculture...).
Connaissance du réseau professionnel
Règlementation et cahier des charges
Evolutions du cahier des charges et du guide de lecture, notamment en matière de gestion du parasitisme, de l'engraissement (production ovine).
Connaître les cahiers des charges, les aides, les repères dans toutes les filières.
Les grandes lignes réglementaires et d'organisation de la production et des marchés ainsi que les discussions en cours.
Règlementation: procédure de reconversion, aides spécifiques, certification; appui technique.
Lisibilité sur le plan national et européen/ Connaissance des aides
Disposer d'informations exhaustives sur les aides à la bio, or elles sont délivrées par de multiples guichets, à différents échelons : UE, Etat, Région, Département, Agence de l'eau, Agglo, Commune, etc. Ce travail d'inventaire permanent demande beaucoup d'énergie.



Qualités humaines
Travail sur les représentations, motivations, histoire des personnes...
Connaissances spécifiques
Connaissances agronomiques.
Informations concernant les élevages biologiques. Comment soigner les bêtes sans utiliser les antibiotiques (Martinique).

1.3. La formation pour développer ses compétences

Plus des ¾ des répondants déclarent être intéressés par le développement de dispositifs de formations ou plus largement la structuration d'espaces de développement des compétences.



Les éléments par lesquels les professionnels disent être intéressés sont les suivants :

Résultats et données économiques, technico-économique, socio-économique
Echanges de pratiques
Données régionales
Règlementation et veille
Thématiques spécifiques :
<p>Les traitements, les associations les jachères fleuries les techniques de désherbage</p> <p>Techniques innovantes : diversification rotation, semis sous couvert, légumineuses, évolution vie et fertilité du sol, technique sans labour</p> <p>Travail du sol en verger/viticulture : sur la connaissance des ravageurs et des plantes adventices</p> <p>Culture légumière</p> <p>Biodynamie</p> <p>Homéopathie animale /phytothérapie</p> <p>techniques : compost, engrais vert, techniques innovantes (algues d'eau douce, charbon, lasagne bed,....), cultures associées</p>



Communication (sur AB)
 Azote et adventices en priorité
 Impact environnemental (énergie...)
 Viticulture
 Utilisation des engrais verts et des couverts végétaux pour semis sous couvert
 Gestion des bio agresseurs, des stress biotiques et abiotiques
 Elevage
 Agro-écologie
 Espaces verts et agriculture biologique
 Technique culturale en AB/ grandes cultures
 Zootechnie en lien avec les conduites fourragères
 Prophylaxie en AB
 Techniques viticoles
 Protection des cultures
 Qualité des produits
 Protection sanitaire des élevages bio / Valorisation et maintien de la fertilité des sols en AB,
 Conversion/ rentabilité/ Réalisation de diagnostics économiques
 Maraîchage/techniques de production en maraîchage
 Parcours AB en production végétale/Conduite de cultures (autre que colza et blé)
 L'AB et la protection de la ressource en eau
 Education à la bio (public enfant)
 Commercialisation / marché par filière
 Pédagogie de la formation en AB
 Méthode Hérody

Modalités :

Des formations faites par des chercheurs
Des voyages d'études
Avoir accès aux connaissances relatives à l'AB aux échelles : de l'exploitation, locale, régionale, nationale, internationale. Avec les perspectives d'évolution
Des expérimentations dans d'autres structures voire d'autres pays
L'organisation de formations sur le terrain
Des témoignages de producteurs
Des démonstrations de matériels

Analyse du Tableau :

Les répondants font état d'un grand nombre de thématiques de formations auxquelles ils souhaiteraient accéder. Ces thématiques sont diversifiées et peuvent intéresser les organismes de formation et autres structures organisatrices d'événements liés notamment à la veille technique.

Ici aussi, les formes pédagogiques (ou modalités de formation) sont précisées. Là également, elles sont multiples et variées. Cela dénote de la diversité des profils des



répondants et des multiples façons d'accéder aux connaissances. Des voies les plus formelles et les plus institutionnelles aux espaces de formation « informels » (tels les voyages d'études ou les démonstrations de matériels,), nous avons ici un panel des environnements d'apprentissage à développer afin de permettre à l'ensemble des acteurs de se former en suivant leurs logiques d'acquisition de connaissances.



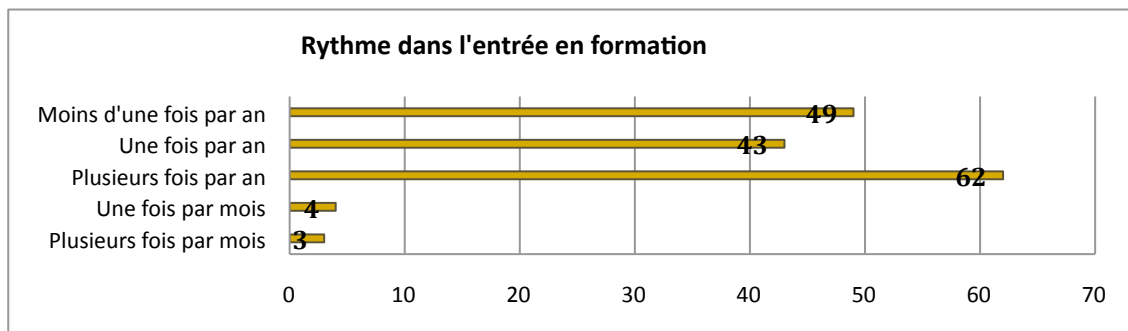
2. PRISE EN COMPTE DES LOGIQUES INDIVIDUELLES D'ENTRÉE EN FORMATION

2.1. La participation à la formation continue : motivations et freins

2.1.1. Quelle participation aux formations ?

53% des répondants (89 personnes) déclarent se rendre de façon régulière à des séquences de formations contre 45% qui ne s'y rendent pas. Les données sont inconnues pour 2% des répondants. Plus de la moitié des acteurs participent donc à des sessions de formation, dans le cadre de la formation continue, ce qui semble en soi un résultat satisfaisant et est le signe d'une dynamique de formation dans les structures.

La fréquentation des formations par les acteurs est variée. Le graphique présenté ci-dessous met en avant le fait que 92 répondants se rendent en formation au maximum une fois par an. A l'inverse, 71 des professionnels répondants participent à des sessions de formation de façon très régulière, allant de plusieurs fois par an à plusieurs fois par mois, pour quelques-uns.



Les acteurs qui se rendent en formation une à plusieurs fois par mois ont des raisons différentes : soit ils occupent une double fonction et pour cela participent à plus de formation, soit parce que la participation à des formations (à entendre ici au sens large de formation : formation formelle et non-formelle) est partie intégrante de leur fonction professionnelle (se tenir au courant et retransmettre l'information), soit parce qu'ils trouvent un intérêt humain et relationnel dans la formation ou tout simplement qu'ils souhaitent au regard de leur « jeune » expérience se former pour se professionnaliser. Ils peuvent également se rendre à des sessions de formation pour pouvoir répondre à des demandes précises du terrain ou encore par simple volonté de développer leurs connaissances et par souci d'apprendre.

2.1.2. Eléments déterminants pour l'entrée en formation et freins

Les facteurs déterminant l'entrée en formation sont multiples. Ils dépendent globalement de la motivation des acteurs mais également du bénéfice qu'ils vont pouvoir tirer de cette démarche. Le premier facteur déterminant l'entrée en formation est la **volonté d'acquisition, de développement de nouvelles connaissances ou compétences** (12 occurrences) mais également la volonté de mise à jour, d'**actualisation** ou encore



d'**approfondissement de connaissances** (5) ou encore la volonté de **connaître les innovations techniques** (3). S'il peut s'agir d'une réelle volonté d'apprentissage, il peut aussi s'agir simplement d'une simple volonté d'information sur le secteur d'activité, la filière, la profession (selon le thème).

Un autre élément important dans la décision d'entrée en formation est défini par la **thématique de la formation**. Celle-ci doit, de préférence, être en lien direct avec la pratique et donc **répondre à un besoin professionnel** (7). Les acquis de la formation ont pour vocation d'être retransmis par le professionnel à son public (agriculteurs ou étudiants/stagiaires) (3). Dans la même logique, le contenu annoncé des formations est déterminant pour le choix de l'entrée en formation (2).

D'autre part, les professionnels viennent en formation à la rencontre d'autres professionnels et souhaitent **échanger, partager, mutualiser leurs pratiques** (7). La dynamique engagée dans ces espaces est favorable à la création ou l'élargissement de son **réseau professionnel** et des réseaux d'acteurs en général, éléments que viennent également chercher de façon consciente une partie des répondants (6). La rencontre de personnes ressources, au sein de son champ professionnel (4), s'effectue également lors de tels événements. Les professionnels d'un même champ sont donc à même d'**échanger sur des problématiques communes** (1) et cette démarche d'échanges permet la **prise de recul** sur sa pratique professionnelle voire son évolution (2).

De plus, les répondants soulignent que pour eux, accéder à ces espaces c'est **rester en phase avec l'évolution et les préoccupations du milieu professionnel**, élément important pour ceux dont la pratique professionnelle est éloignée du terrain (5).

D'autres critères de motivations sont relevés parmi lesquels :

- l'intérêt personnel et professionnel des acteurs à l'entrée en formation (intérêt pour l'AB notamment) ;
- le caractère convivial des espaces de formation ;
- la qualité de l'intervenant qui lorsqu'il est connu peut mobiliser les professionnels dans la démarche ;
- l'acquisition de méthodes de travail ;
- l'instauration d'une véritable dynamique d'échange et d'apprentissage.

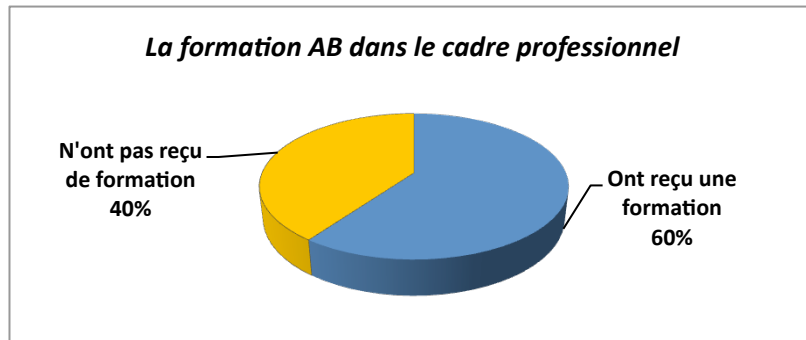
Zoom sur les propos des répondants : la démarche de formation est parfois corrélée à un certain « militantisme » en faveur de l'agriculture biologique. Cet aspect militant constitue alors un facteur de motivation pour l'entrée en formation à part entière. Il permet à certains de trouver un espace de discussion et surtout un lieu de partage de valeurs et des pairs qui partagent leur système de références. Si le militantisme peut s'exprimer en formation, il est surtout défini comme un élément incitant au départ en formation.



2.2. La formation continue : position des professionnels et des structures dont ils dépendent

2.2.1. Initiative personnelle ou volonté des structures ?

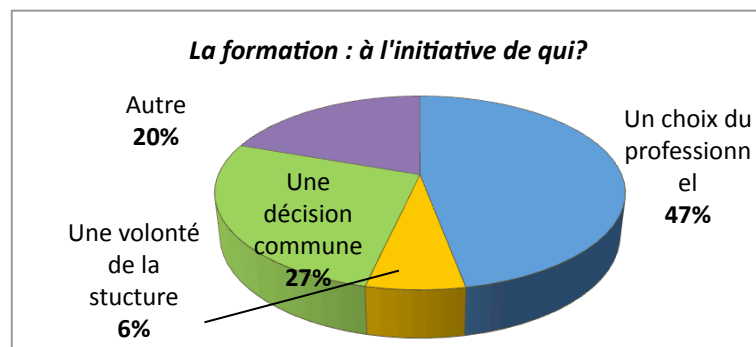
60% des répondants ont reçu une formation spécifique à l'agriculture biologique dans le cadre professionnel.



Pour la majorité d'entre eux (35 %), il s'agissait de stages d'approfondissement. Pour 29% d'entre eux, c'était d'avantage un stage de sensibilisation à l'AB. 36% des répondants estiment qu'il s'agissait d'« autre types de stage » comme les stages thématiques, les formations spécifiques à un réseau, etc.

2.2.2. La structure professionnelle peut-elle être motrice pour l'entrée en formation ?

33% des répondants admettent que l'entrée en formation a été en partie ou totalement initiée par la structure.



Les résultats ci-dessus montrent que pour plus d'1/4 des répondants, la formation est le fruit d'une décision partagée entre la structure et le professionnel. C'est probablement le positionnement idéal dans une logique de professionnalisation des acteurs comme de la structure et dans la logique de favoriser le lien entre acquis de la formation et réinvestissement dans la pratique.



En effet, la mobilisation des responsables de structure dans la formation de ses salariés est importante et parfois nécessaire pour le développement des compétences des acteurs, quel que soit le domaine. Elle l'est d'autant plus pour la formation en AB notamment dans les établissements de l'enseignement agricole.

2.2.3. Zoom sur les structures dans lesquelles ont été réalisées les formations

Voici une liste des établissements au sein desquels les formations ont été réalisées. Une partie d'entre eux est accompagnée des intitulés de formations auxquelles ont participé les acteurs impliqués dans cette enquête.

Le tableau suivant nous permet également d'obtenir une partie du paysage des formations existantes.

